

«Organisons-nous: nous avons besoin de toute notre force» A.Gramsci

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Mars

Avril

2015 - N°49

1€

L'invitée du DR :

François Licoppe
«*Désobéir devient œuvre de solidarité et de paix*»

Thierry Verhoeven
Classes chômeuses, classes dangereuses!

Martin Willems
Droit de grève contre « droit au travail »

Freddy Visconti
Pré-pensionnés: le coup de couteau dans le dos

Panagiotis Grigoriou
Grèce 2015: SYRIZA, l'espoir impossible?

Thierry Pignolet
L'empire dans son arrière-cour : Venezuela et Argentine

Freddy Guidé
Les attentats djihadistes

Jean-Pierre Callens
Les réfugiés juifs au camp de Marchin



Editorial

CONTINUER ET RENFORCER LES LUTTES

Un groupe de 194 parlementaires s'est adressé, en ce mois de février, à M. Martin Schultz, en sa qualité de président du Parlement européen, sollicitant la création d'une commission d'enquête concernant l'évasion fiscale dans le contexte des récentes révélations du mégascandale dit Luxleaks. Cette demande a été refusée, après discussion par la Conférence des présidents, organe qui groupe, en plus du président Schultz, la totalité des chefs des groupes politiques inscrits au Parlement européen. Au lieu d'une commission d'enquête, cet organe décida de créer une simple « commission spéciale », dotée de

pouvoirs bien plus faibles puisque non autorisée, entre autres, à avoir accès à la documentation considérée comme protégée par les États membres ou par la Commission européenne. Bien entendu une très large majorité de la droite vota contre la création de la commission d'enquête, tandis que, signe de temps, seuls 31 parlementaires socialistes (sur 191) votèrent en sa faveur.

Difficile de trouver un portrait plus éloquent de l'absence totale de scrupules des classes au pouvoir. Voilà que la corruption, les magouilles des politiciens au pouvoir, et pas seulement au Grand-Duché, loin de là, restent et resteront couverts et protégés. En Belgique, les politiques de réduction des dépenses du secteur public ont surtout visé le Service Public Finances ; plus de 2.000 suppressions d'emplois ; et, comme chacun sait, "quand le chat n'est pas là, les souris dansent".

En même temps, on s'attaque avec

férocité à des chômeurs supposés abusifs dans l'exercice de leurs droits, à des jeunes qui cherchent un premier coup de pouce de la sécurité sociale et aux droits des pré-pensionnés, pourtant convenus après des longues négociations avec le patronat. Mesures et politiques qui ne sont que le prologue, le hors d'œuvre du plat principal qui s'annonce : la liquidation du système d'indexation et de régulation des salaires, mécanisme obtenu après de dures luttes et qui permet de résister à la voracité de profit du patronat.

Il y a pourtant une alternative. Elle se trouve dans la capacité de résister et de nous organiser pour lutter. Si le régime Michel-De Wever est resté sourd aux mobilisations et grèves de ces derniers mois, nous devons redoubler l'effort et faire face à leurs mesures et celles de leurs mentors de la « troïka », tel que le fait avec tant de détermination et de courage le peuple grec aujourd'hui. ■

L'invitée du DR: François Licoppe

"Désobéir devient oeuvre de solidarité et de paix"

Économiste, de formation plutôt orthodoxe (École de commerce Solvay) et ancien banquier, François Licoppe a travaillé, jusqu'à 2009, comme responsable d'études financières dans différentes institutions bancaires en Belgique et à l'étranger. Ayant connu le système dans son cœur, il est aujourd'hui un opposant actif de la domination hégémonique de la finance internationale sur les politiques nationales, en particulier européennes. Animateur des mouvements tels que Constituante.be et de l'Alliance D19-20 on peut lire ses analyses sur son blog thedismalscience.over-blog.com.

Le Drapeau Rouge.- *Ce premier trimestre semble particulièrement riche d'événements dans le domaine de l'économie. Craignant qu'à la récession de l'économie européenne s'ajoute une déflation à la japonaise, la Banque Centrale européenne s'est décidée à activer la « planche à billets » interprété par pas mal d'observateurs comme une mesure cherchant à influencer les élections grecques. Patatras !, une fois SYRIZA au pouvoir voila que la même BCE annonce qu'elle n'accepterait plus les obligations d'État de ce pays en garantie aux opérations de refinancement de ses banques, lui coupant ainsi pour partie le robinet de liquidités. En même temps on découvre que le système d'évasion fiscale mis en place au Luxembourg par Juncker, lorsqu'il était à tête du Grand Duché, n'est qu'un jeu d'enfants à côté du gigantesque système de fraude organisé par la banque HSBC pour que les multinationales et grandes fortunes de ce monde puissent continuer à s'enrichir tout en évitant de payer des impôts. Pouvons-nous dire que jamais la finance a montré ainsi la grandeur de ses misères et, en même temps, de ses efforts, désespérés, pour s'en sortir?*

François Licoppe.- Oui, en effet, nous vivons un moment « privilégié » dans la vie de l'économie mondiale et en particulier de la finance ; tout spécialement en Europe d'ailleurs...

Le DR.- Commençons pour la question de la « planche au billets », connue mondialement par la formule anglaise « Quantitative Easing » (QE). Cette méthode a déjà été appliquée ailleurs, qu'est-ce que la différence de sa version européenne ?

F.L.- La principale différence est qu'en

Europe la BCE a annoncé le rachat des seules obligations d'État alors qu'aux États Unis les rachats opérés par la Federal Reserve ont essentiellement porté sur des crédits hypothécaires, en Angleterre, la Banque d'Angleterre a racheté tant des obligations publiques que privées et au Japon, la Banque du Japon avec la connivence du Fond de pension de l'Etat japonais a surtout racheté des actions nipponnes.



Le DR.- *Ne sommes pas alors devant la démonstration de la fragilité ou même de l'absence flagrante du principe de concertation et solidarité tant loué lorsqu'on nous explique la philosophie de la construction européenne ?*

F.L.- La plus intéressante caractéristique de cette mesure non conventionnelle est que ce sont les banques centrales nationales qui vont racheter l'essentiel de la dette de leur propre État. Les banques centrales nationales dont le pouvoir n'avait eu de cesse de baisser et qui s'étaient vues co-adjointer la BCE dans la surveillance des quelque 130 plus grandes banques d'Europe retrouvent

ainsi quelque autonomie. On avait déjà assisté en 2012-2013 à une renationalisation de la dette par les banques commerciales privées. Les banques allemandes avaient alors cédé la dette grecque, les banques grecques l'ayant rachetée. Chaque banque ses problèmes. Ce mouvement s'opère aujourd'hui de la même façon mais au niveau des banques centrales nationales. Chaque État ses problèmes. C'est tout sauf de la solidarité.

Le DR.- *Pourtant on avait laissé entendre que ce serait la Grèce qui serait favorisée par cette décision de la BCE.*

F.L.- Ce n'est pas le cas. Il convient de noter que ce plan QE ne favorisera en aucune façon la Grèce car il est plafonné à 33% du montant total de la dette émise (les banques centrales nationales et la BCE ne peuvent stocker plus de 33% du total des dettes émises par un État), quota qui est déjà atteint par la Grèce dont les créances sont par ailleurs constituées essentiellement de prêts et non d'obligations émises par l'État. On va donc vers une renationalisation des politiques monétaires et une confirmation de l'absence de tout désir de solidarité inter-européen.

Le DR.- *Syriza au pouvoir, n'as-tu pas l'impression que la BCE et, plus largement l'UE, le FMI et même Mme Merkel sont pris de nervosité et ne savent pas s'il leur faut appliquer la carotte ou le bâton ?*

F.L.- Il paraît que le nouveau ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, est un spécialiste de la théorie des jeux qu'il enseigne à l'université. Il connaît donc bien le dilemme du prisonnier ou équilibre de Nash qui décrit les possibilités de gains et de pertes de deux

acteurs suivant qu'ils coopèrent ou qu'ils trahissent et qui peut s'énoncer comme suit : admettons que chacune des parties décide de coopérer, chacun gagnera 1, si l'un décide de jouer le jeu et l'autre de trahir, l'un perdra 10 et l'autre gagnera ces 10. Par exemple, une des parties décide de prêter 10 que l'autre ne lui remboursera pas. On voit qu'il peut donc y avoir intérêt à faire défection. Théoriquement et sur des relations de long terme on devrait favoriser la solution de coopération. Mais nous n'avons ici pas à faire à une relation équilibrée où le boulanger du coin vend son pain à son voisin de pallier mais à deux forces au pouvoir bien inégal. D'autant plus que en tout cas dans l'esprit des Grecs, et on peut difficilement leur donner tort, les Allemands ou en tout cas les instances européennes n'ont pas toujours joué « fair ». Lorsque apparaît ce qu'on appelle en théorie des jeux, un 'défendeur', les règles sont complètement changées et le jeu devient beaucoup moins coopératif, jusqu'à devenir un jeu de poker menteur. On en est arrivé à malheureusement. Dans ce « jeu », la Grèce n'a pas nécessairement le plus à perdre. Et le gouvernement de Tsipras en use, ce qui rend ses partenaires nerveux.

Le DR.- *Quid à propos de la viabilité de l'option de Syriza ? Peut-on, à ton avis, vouloir mettre en œuvre un programme de gouvernement radical tout en restant dans la zone euro et conditionné, qu'on le veuille ou pas, par ses politiques normatives ?*

F.L.- La sortie de l'euro, et par voie de conséquence de l'Europe, semble inévitable pour la Grèce. Elle s'est efforcée de présenter un plan de restructuration de dette innovant et intéressant, conditionnant ainsi par exemple son remboursement à la croissance de l'économie grecque. Mais l'Allemagne et les pays « forts » de la zone €, ne pourront accepter cette solution, car elle constituerait un précédent et des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie ne manqueraient pas de suivre et il serait bien difficile de le leur refuser. La Grèce ne voyant pas son plan de restructuration être adopté, elle sera contrainte dès lors de faire un défaut partiel sur sa dette et ses prêts. Du point de vue du créancier, un abandon de créance à hauteur de 50 %

ou un remboursement de la dette en drachme après une dévaluation de cette monnaie de 50 % est équivalent. Mais, du point de vue de la Grèce, c'est tout à fait différent. Dans le premier cas, la dette est certes allégée, mais la compétitivité du pays reste inchangée alors, que dans le second cas, elle tire parti d'une dévaluation massive. Dans le premier cas, la menace d'une sortie de l'euro perdure, ce qui décourage les investisseurs alors que dans le second cas, il est fort probable que la Grèce puisse à nouveau attirer des capitaux grecs évadés fiscalement ainsi que des investissements étrangers. A y bien regarder, l'Argentine, s'est plutôt bien remise de son défaut en 2001, tout comme la Russie en 1998 et l'Allemagne avant elle en 1953. C'est vrai que dans ce dernier cas on n'a jamais parlé de défaut, que ses créanciers se sont contentés de lui faire, à la demande des États Unis, un « petit cadeau ». Ce que craignent certainement les instances européennes, c'est que la sortie de l'euro ne soit profitable à la Grèce et un dangereux exemple pour des autres pays.

Le DR.- *La corruption grecque est bien connue; mais nous vivons aujourd'hui l'explosion des découvertes d'une dimension jusqu'ici inédite avec les révélations du gigantesque réseau installé par la Banque HSBC avec, on peut s'en douter, pas mal de complicités. Où est l'origine du problème à ton avis ?*

F.L.- Il faut reconnaître que la Grèce a été plus que laxiste dans sa collecte d'impôt. Il n'existe même pas de cadastre immobilier dans ce pays. L'église orthodoxe qui y détient des biens importants n'est pas imposable. Pareille situation n'existe dans aucun autre pays européen et la mise en place d'un système d'imposition quelque peu moderne aurait dû être exigé par l'Union Européenne dès avant l'entrée de la Grèce dans l'euro et même dès avant son entrée dans la CEE. On peut dire que les instances européennes ont elles aussi fait preuve de laxisme mais comme le disait Valéry Giscard d'Estaing : « On ne claque pas la porte au nez de Platon ». Pire, Michel Vanden Abeele, à l'époque patron d'Eurostat, avait flairé le pot aux roses quant à la mauvaise tenue des comptes de l'Etat grec, peu avant son accession à

la zone €, et avait demandé un budget supplémentaire pour aller auditer ses comptes. Cela lui fût refusé. Par ailleurs, Mario Monti était durant cette même période responsable chez Goldman Sachs du bureau qui a mis en place le système qui permet de maquiller les déséquilibres financiers de ce pays ; il fût par la suite nommé par le Conseil européen à la tête de l'Italie sans qu'aucune élection n'y soit tenue. On peut difficilement imaginer que cette situation problématique était inconnue des dirigeants européens.

Quant à HSBC, il s'agit d'une xème affaire, en fait pas si neuve que ça car la liste des comptes que les armateurs grecs y détenaient étaient déjà en possession de Christine Lagarde en 2010. Le sous secrétaire aux Finances grec vient de se rendre il y a quelques jours à Berne pour négocier un taux d'impôt forfaitaire sur ces comptes (quelque 25%), ce qui avait déjà été négocié par l'Etat allemand dans le passé avec les banques suisses, une sorte de non déclaration libératoire unique permettant aux clients de préserver leur anonymat. Tant que des paradis fiscaux subsisteront et qu'il n'y aura aucune volonté politique pour y mettre fin ce problème subsistera. Le malheur est que ce faisant on départit les États d'une bonne partie de leurs recettes fiscales, les obligeant à ponctionner davantage sur ceux qui n'ont pas les moyens. L'habileté des évadeurs de mettre en place des mêmes mécanismes d'évasion fiscale ou de tout faire pour réduire les réduire fait monter la grogne auprès d'une part sans cesse plus importante de la population qui finit par élire un gouvernement de gauche radicale. Le revers de la médaille, si l'on peut s'exprimer ainsi, des paradis fiscaux c'est qu'ils créent des états faillis. La Grèce en est le premier exemple en Europe mais quasi tous les pays d'Afrique l'ont précédé sur la liste. Dans ces pays, l'État a laissé la place aux bandits, aux bandes armées, comme la Grèce était en train de commencer à le vivre avec le mouvement d'extrême droite, Aube Dorée.

Le DR.- *On observe dernièrement que la banque privée est bien plus disposée à collaborer contre cet état de choses y*

suite à la page 14

Classes chômeuses, classes dangereuses !

Thierry Verhoeven*

Classes laborieuses, classes dangereuses, le livre est un classique¹. Il décrit le monde de violences des migrants et de la « populace » du Paris du 19^e siècle. Le titre du livre reprenait ainsi l'amalgame opéré par la bourgeoisie et ses chiens de garde : le milieu populaire comme lieu de tous les vices et source de tous les maux. Aujourd'hui, le langage pour désigner la classe ouvrière est heureusement un peu plus civilisé. Ce sont d'autres maintenant qui portent l'infamie. Il y a évidemment les nouveaux migrants, nos nouveaux prolétaires. Il y a aussi celles et ceux qui vivent en tout ou en partie d'indemnités ou d'allocations sociales faute de salaire décent. Celles et ceux que l'on peut appeler, en forçant à peine le trait : les « classes chômeuses ».

Chômeurs criminels, chômeurs coupables

Classes chômeuses, classes dangereuses ? Une plaisanterie, direz-vous. Dites ça à notre gouvernement de droite ultra ! Depuis septembre, de quoi parle-t-on pour les classes chômeuses ? De travail obligatoire deux demi-jours semaine pour les chômeurs de longue durée. De récolte systématique, auprès des organismes agréés, des consommations d'eau, de gaz et d'électricité pour vérifier que les chômeurs déclarés « isolés » ne cohabitent pas. D'une enquête sur les revenus des chômeurs (en 3^e période) sans doute pour limiter ou supprimer leurs indemnités. De harcèlement des chômeurs handicapés soumis à des contrôles iniques.

On a même interdit aux chômeurs (aux chômeuses, en fait) de soigner leur parent ou leur enfant malade sous peine de perdre leurs droits et leur allocation forfaitaire de 265 euros par mois. Une fois n'est pas coutume, la mesure a fait scandale et le gouvernement a dû la

retirer. Pourquoi criminaliser et culpabiliser ainsi les classes chômeuses ? Elles montrent le côté infâme du système capitaliste, elles doivent donc en porter publiquement et toujours plus l'infamie. Cela fait trente ans que leurs masses font tâche. Cela fait trente ans qu'on les voue aux gémonies.

Droits bafoués

Classes chômeuses, classes dangereuses? Une plaisanterie, direz-vous. Pourtant l'amalgame dure depuis longtemps. Prenez en 2002, la loi Van de Lanotte, elle transforme le minimex en revenu d'intégration sociale : le droit fondamental à l'aide sociale, de fait, n'existe plus... Prenez les chômeurs sanctionnés par l'ONEM : de 2004 à 2012, 800 000 sanctions souvent au mépris de la présomption d'innocence. Prenez les mesures du précédent gouvernement Di Rupo: le stage d'insertion allongé, les allocations d'insertion limitées dans le temps, la dégressivité accrue des allocations de chômage. Des droits fondamentaux pourtant inaliénables sont de plus en plus conditionnés donc bafoués!

Les socialistes jouent aujourd'hui les pleureuses. Ils participent pourtant, depuis des années, à la stigmatisation des classes chômeuses. Lisons cet extrait de la déclaration du gouvernement Verhofstadt, le 14 juillet 2003 : « *Du côté libéral, le chômeur était facilement considéré comme un profiteur qui ne méritait que des contrôles sévères. Du côté socialiste, on estimait que tous les chômeurs cherchaient activement de l'emploi et qu'il n'y avait aucun abus. Nous mettons aujourd'hui un terme à cette caricature.* » Ainsi étaient lancées les nouvelles mesures de contrôle et de disponibilité des chômeurs. Des mesures qui signalaient déjà les renoncements socialistes à venir et qui confirmaient les renoncements advenus... En 2003, les socialistes, Franck Vandebroucke et Freya Van Den Bossche se chargent des nouvelles mesures de contrôle et d'accompagnement des chômeurs du

gouvernement Verhofstadt. Des nouvelles mesures et une nouvelle philosophie, en tout cas côté socialiste.

Le vice et la vertu

On connaît la pauvreté théorique des débats dans le mouvement progressiste belge. En 2003, pour combler ce manque et pour justifier tous les renoncements, voilà l'Etat social actif. Importé du blairisme¹ (surtout par Vandebroucke), l'Etat social actif a plus d'un avantage. Il rompt avec un Etat social jugé passif et prodigue en assistanat. Il permet de passer du *welfare state* au *workfare state* et de l'Etat dit « providence » à l'Etat « pénitence » pour nos classes chômeuses. On vous enlève des droits, on vous culpabilise, on vous criminalise. Qu'importe ! Et qu'importe les humiliations qu'on vous inflige, qu'importe l'emploi qu'on vous impose : « c'est pour votre bien ! » La bourgeoisie et ses chiens de garde trouvent ainsi partout des alliés, même parmi les travailleurs modestes. L'Etat social actif ou le travail comme obligation morale et devoir social (c'est aussi l'idée du socialiste Henry De Man²) ! C'est le « Sortez du vice ! » du XIX^e siècle: les classes chômeuses sont bien les nouvelles classes dangereuses. Et elles sont bien « misérables » : elles sont pauvres (en Wallonie, 45% des chômeurs sont sous le seuil de pauvreté) et elles sont l'objet de mépris.

Permettez-moi une intrusion biographique. Formateur d'adultes, je vois souvent des chômeuses et des chômeurs porter le poids de la crise sans courber l'échine, faire valoir leurs droits au risque d'être pris pour cible par l'agent de l'ONEM, du FOREM, du CPAS ou d'être pris en grippe par leur formateur. A chaque fois, j'ai envie de m'incliner devant tant de vertus.■

*

Préensionnés: le coup de couteau dans le dos

Freddy Visconti*

Depuis quelque temps l'on entend parler du problème des préensionnés dits RCC (régimes de chômage avec complément d'entreprise). De quoi s'agit-il?

Il y a une quarantaine d'années, les travailleurs du verre de Charleroi se sont battus pour qu'un licenciement collectif se transforme en une garantie de revenu à 90% du dernier salaire pour le personnel âgé. André Henry, le délégué de l'époque, a écrit un livre : *'L'épopée des verriers du Pays Noir'*. C'est le récit du long combat (20 ans) des travailleurs de Glaverbel contre la multinationale BSN-Gervais-Danone. Ce fut une très grande victoire du monde du travail. Mais le patronat a su retourner cela à son avantage et cela lui a permis de licencier des dizaines de milliers de travailleurs en évitant des conflits durs et coûteux. La sidérurgie en a été un exemple des plus fameux. Une hécatombe de l'emploi a pu perdurer durant 30 ans, en évitant des conflits majeurs. L'avantage du système si l'on peut dire ainsi, était d'offrir un complément de salaire, payé par le patron, au-dessus du chômage et jusqu'à l'âge de la pension.

Au plus fort de la première crise 1975-1985; chaque année des milliers de travailleurs étaient licenciés (c'est le bon mot) à un âge de plus en plus bas. Cela a pu descendre à 50 ans à certaines époques. On a connu des cas où le travailleur était convoqué un jour pour s'entendre signifier que le lendemain il avait fini sa carrière ! Pour résorber l'excédent d'emploi, le patronat est allé jusqu'à payer des fausses préensions aux gens qui n'étaient pas dans les conditions d'âge ou de carrière. C'est ce qu'on appelait la pensions <<Canada Dry>>. La préension (RCC) à 90% c'était en verrerie à une époque bien déterminée. On est souvent loin de là. En gros c'est l'application de la Convention Collective de Travail n°17 (le chômage + la moitié de la différence payé par le patron) plus un complément qui dépend de la situation financière de l'entreprise et du rapport de forces.

Le préensionné que l'on a surnommé le « chômeur de luxe » doit vivre avec un revenu nettement diminué, d'autant plus si son salaire comprend de la <monnaie de singe> comme les primes diverses, les chèques repas, les chèques cadeau etc. etc. Plus le salaire est grand, plus l'écart est grand. Cela peut aller, sur base annuelle, jusqu'à une perte financière de mille euros par mois ! Si vous avez encore des charges (enfants aux études, prêt hypothécaire etc.) il ne faut pas faire une dessin pour montrer que la situation devient catastrophique. L'argent est le nerf de la guerre. La perte de revenu étant conséquente et les « loisirs » étant coûteux, le préensionné vivote. S'il a la chance d'avoir ses enfants « casés », sa maison payée et qu'il est en bonne santé, cela passe. Mais s'il manque l'un des trois, c'est la galère.

D'autant plus si on n'a pas le temps de prévoir ce changement financier, les charges en cours ne sont pas compressibles. Mais en dehors du problème financier, qu'est-ce qui fait que le préensionné accepte de partir et de devenir un « chômeur de luxe »? Et bien c'est la garantie qu'il sera mis dans un pot spécial, à l'abri des vicissitudes du chômeur classique. L'ONEM ne lui cherchera pas des poux dans la tête jusqu'à sa pension. Les gouvernements successifs à la solde du patronat éditent des règles de plus en plus contraignantes pour limiter l'accès à la préension. On vous passe les détails mais l'État désargenté par les multiples cadeaux fiscaux aux entreprises « au nom de l'emploi » et l'incroyable hémorragie fiscale via les scandales « LuxLeaks », « Swiss Leaks » etc. ne veut plus payer pour les chômeurs - exclusion des jeunes, dégressivité accrue des allocations etc. Et pour les préensionnés, « activation » des préensionnés de moins de 60 ans (date limite bien provisoire vu que le gouvernement Kamikaze n'est là que depuis 5 mois et qu'il en a pour 5 ans !)

Prenons un exemple vivant : Un ouvrier de la sidérurgie qui a travaillé 40 ans et dont

l'épouse travaille encore. C'est un remariage et il vient d'acheter une maison pour finir leurs jours. Voilà que le gouvernement dit à notre homme, âgé et en mauvaise santé (40 ans de sidérurgie ça laisse des traces), que maintenant son contrat est revu et qu'au lieu d'être « tranquille » jusqu'à sa pension, il est désormais considéré comme un chômeur simple et devra chercher un emploi jusqu'à ses 65 ans. Et faire preuve de sa volonté de recherche d'emploi sous peine de sanction de l'ONEM. Imaginez-vous qu'à 64 ans et 6 mois il devra aller frapper aux portes pour supplier qu'on veuille bien lui donner un petit boulot pour 6 petits mois. En résumé, le préensionné est en danger de subir une exclusion du chômage. Dans ce cas, le préensionné devra faire appel à l'aide du CPAS pour « boucher » le trou mais le CPAS lui répondra *« Monsieur votre épouse a un revenu qui dépasse le revenu d'intégration, vous n'aurez donc rien »*. Pilule amère à effet immédiat : le mois qui suit le couple est tout simplement ruiné. L'affiche « à vendre » peut être appliquée à la fenêtre de la maison.

Les préensionnés sont tombés dans un piège diabolique. Pas possible de faire marche arrière. « Si j'avais su ! » ne sert plus à rien, il est trop tard, l'entreprise ne réembauchera pas. Seule issue : la lutte ! Les préensionnés doivent s'unir avec les jeunes pour faire tomber ce gouvernement de terreur sociale et exiger du futur gouvernement qu'il annule toutes les lois anti sociales des gouvernements Di Rupo et Michel. Nous sommes confrontés à une attaque tous azimut par ce gouvernement d'ultra droite, à une attaque globale, il faut traiter le problème globalement. Faire tomber ce gouvernement, repasser aux élections et là, les citoyens pourront « rebattre » les cartes, et prendre le pouvoir politique comme Syriza en Grèce ; seule solution pour résoudre tous nos problèmes. ■

* Syndicaliste ; membre de la Fédération de Résistances : www.federesit.be

Droit de grève contre « droit au travail »

Martin Willems*

On a connu des actions syndicales d'envergure fin 2014 : manifestation de plus de 130 000 personnes, grève régionales et grève générale. Des actions contre la politique d'austérité et l'agenda de régression sociale sans précédent du gouvernement Michel. Rien des enjeux principaux (respect de l'index et de la liberté de négocier les salaires paritairement, justice fiscale, politique de création d'emploi, fin des attaques contre les chômeurs, défense des services publics) n'a été atteint encore. Il faudra une participation de tous aux prochaines actions pour que le front commun syndical et le monde associatif puisse mener crescendo la lutte. Car on ne s'attaque pas à l'une ou l'autre mesure, mais à l'orientation idéologique même d'un gouvernement déterminé à servir la soupe aux nantis et à tromper leur électorat à qui ils n'ont jamais parlé ni de gel des salaires, ni de pension à 67 ans, ni de harcèlement des chômeurs, ni de démantèlement des services publics..

A l'occasion de ces grèves, la presse s'est largement faite l'écho du débat « droit de grève versus droit du travail », mettant en opposition le droit des uns à faire grève et le droit des autres à travailler ce jour-là s'ils le désiraient. Ce débat et l'insistance médiatique à le resservir, à chaque jour d'action, est sans doute très exemplatif du changement idéologique des « faiseurs d'opinion ». Car sous des faux-semblants de neutralité, lancer ce débat c'est attaquer de front le droit de grève. La rengaine est simple et candide : « Le droit de grève est acquis et

essentiel dans une démocratie. Chacun a le droit individuel de choisir ou non de faire grève. Mais le respect de la liberté de chacun n'implique-t-elle pas aussi de respecter le droit de ne pas faire grève, et donc de travailler les jours de grève ? » Posée en ces termes, l'opinion de celui qui pose la question ne fait pas de doute : le droit individuel de choisir de faire grève n'impliquerait pas que d'autres puissent être empêchés de travailler. A l'aide d'exemples pourtant innocents mais savamment tournés en épingle, Kris en Flandre, Raymonde pour les francophones, on aura démonstré ou ridiculisé le gréviste militant.

Et même si les lecteurs du Drapeau Rouge sont a priori acquis à la défense du droit de grève, il n'est sans doute pas inutile ici de faire résolument le tour de la question, tant le « débat » est rabâché, sans doute dans le dessein de miner les convictions les plus fermes et insinuer le doute. Ma réponse est simple. Oui, le droit de faire grève implique non pas le droit, mais la conséquence que d'autres seront empêchés de travailler ce jour-là. Penser autrement implique de concevoir le droit de grève comme un droit symbolique, qui n'irait pas au-delà du simple droit d'expression. La grève se réduirait alors à qu'on s'oppose ou qu'on revendique, mais ne serait plus le droit d'exercer une pression sur le capital par le dommage économique.

« Droit au travail », quel fondement juridique ?

Un premier argument. Lorsque certains se réfèrent au prétendu « droit au travail », ils se réfèrent à l'article 23 de la constitution belge : " *le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective*".

C'est le droit économique de pouvoir

travailler et vivre décemment de son travail. Ce n'est pas un droit à travailler spécifiquement les jours de grève. Ce droit constitutionnel, il est bafoué tous les jours, et particulièrement par le gouvernement qui ne vise aucunement à assurer à chacun un travail et une place dans la société, ni à rendre les conditions de travail et de rémunération équitables; mais qui préfère maximiser le profit des possédants. Ce droit constitutionnel à un travail épanouissant, stable et équitable, ce droit à la négociation collective, ce sont les grévistes le défendent et peuvent s'en prévaloir. Et pas ceux qui s'excitent pour forcer les piquets et démontrer leur pitoyable soumission.

Un droit individuel qui s'exerce collectivement

La grève est un droit individuel, mais qui s'exerce collectivement. Comme toute activité collective, elle s'impose à tous dès qu'il y a une volonté collective de la mener. Si je vis à Binche, je ne pourrai pas mener une vie normale le jour du Carnaval, que je participe ou non, que j'aime ça ou non. La grève n'est pas la fête. Personne ne la fait par plaisir. On perd son salaire ; on prend froid ; on s'ennuie. On la fait uniquement dans un but supérieur, parce qu'on est résolu à faire plier le patronat, même s'il faut en payer le prix. Il faut donc un entraînement collectif et un effet de masse. Soit on la fait tous, soit personne ne la fait. *Les syndicats représentent tous les travailleurs ; cela vaut pour les avantages (les droits acquis par la négociation collective) comme pour les désavantages (la perte de salaire les jours de grève générale)*

Les organisations syndicales sont légalement reconnues comme représentatives de tous les travailleurs en Belgique, affiliés ou non. C'est ce qui leur permet, lorsqu'elles signent une convention collective, d'engager et d'obtenir de nouveaux droits pour tous

suite à la page 12

Grèce 2015: SYRIZA, l'espoir impossible?

Panagiotis Grigoriou*

Tout laissé croire qu'au lendemain des élections législatives grecques du 25 janvier 2015, une page historique avait été tournée. SYRIZA, le parti de la Gauche radicale a largement emporté la partie, manquant de peu d'obtenir une majorité absolue des sièges (36% des suffrages exprimés et 149 sièges sur 300). Alexis Tsípras prête serment comme Premier ministre le 26 janvier, après avoir annoncé la formation d'un gouvernement de coalition «anti-austérité et anti-mémorandum» avec le parti des Grecs indépendants (droite souverainiste) de Panos Kamménos, (4,75% des suffrages exprimés et 13 sièges).

On a surtout noté une progression spectaculaire du vote SYRIZA dans les campagnes et parmi les personnes âgées (un tiers), ce qui n'a pas été le cas en 2012. Le synopsis des faits chez les intellectuels pro-SYRIZA reste tout de même hésitant : La Gauche gouverne mais elle ne maîtrise pas la situation. Elle doit adopter une attitude volontariste et non pas défensive pour ainsi emmener la société sur une nouvelle orbite. La gauche doit intervenir dans le débat politique central en Europe, pour initier un programme global quant aux réformes. Les néolibéraux ont produit les sociétés au profit du seul petit tiers (des survivants économique) et de la crise insurmontable pour tous les autres. La Gauche a besoin d'inventer d'autres manières dans sa politique. Voilà pour... ce qui est du souhaitable !

Ce moment fut certes historique pour ceux qui l'ont vécu déjà depuis la Grèce,

sauf que l'historicité accélérée que l'UE impose à ses... sujets et surtout aux Grecs, s'avère plus implacable que jamais. L'accord conclu le vendredi 20 février entre le gouvernement d'Alexis Tsípras et l'Eurogroupe, portant sur l'extension du « *Plan d'aide* » à la Grèce de quatre mois, suscite déjà des commentaires contradictoires.

Une crise immédiate a été évitée et pour le reste, la Grèce se trouve dans la situation d'un mémorandum à peine allégé, la Troïka (rebaptisée « Les Institutions ») restant essentiellement aux commandes, son fanatisme économique ne diminuant guère, et on voit alors mal, comment SYRIZA pourrait trouver les marges de manœuvre politique, ainsi que le financement d'une véritable autre politique, lui permettant par exemple de lutter contre la crise humanitaire qui ravage le pays. Le gouvernement d'Alexis Tsípras s'y était pourtant engagé.

Déjà, lors de la formation du nouveau gouvernement, les analyses hystériques (au sens premier et très grec du terme, c'est à dire « en manque de quelque chose dans l'argumentaire ») d'une certaine presse mainstream, fustigeaient déjà l'alliance SYRIZA/ANEL, montraient la couleur: « SYRIZA: le choix d'Anel comme partenaire est celui qui envoie le plus mauvais signal aux marchés, selon des économistes. Le parti anti-austérité SYRIZA, qui a remporté une large victoire hier lors des élections législatives, va s'allier aux Grecs indépendants, opposés eux aussi à la politique dictée par la Troïka » (« Les Échos » du 26 janvier). Ou encore, « Panos Kamménos, l'encombrant allié d'Alexis Tsípras » (« Le Monde » daté du 26 janvier). Pourtant, la « Une » du quotidien de SYRIZA « Avgí » du 28 janvier, était éloquent et autant symbolique: « Nouveau gouvernement: des personnes non usés et de la dignité nationale ».

Les frontières politiques

Faisons court. La fracture politique ayant encore un sens en Europe... européiste,

n'est plus forcément celle, entre la gauche et la droite. Pas obligatoirement en tout cas. ANEL est un parti résolument anti-mémorandum se réclamant d'un patriotisme que la gauche grecque partage d'ailleurs assez largement. Sur ce point exactement, d'autres partis de la gauche en Europe, n'ont pas pu, ou souhaiter établir la jonction. D'où certainement une explication (certes incomplète), quant au succès du Front national en France. La « barrière anatomique » de la société grecque étant dès lors ouverte par les politiques... du colonialisme par la dette, et cela, jusqu'à atteindre sa rupture tissulaire, le... fâcheux impossible s'est alors produit. Voilà comment, la Chancellerie à Berlin, autant que la troïka, ont été prises de court, devant la rapidité de la nouvelle coalition gouvernementale entre SYRIZA et ANEL, et non pas « comme prévu », entre le parti de Tsípras et le parti-instrument (européiste), dit de la « Rivière » (« *To Potami* »).

Les premières mesures méta-mémorandum annoncées ont été très populaires. « *Nous respirons, nous ne nous sentons pas étranglés comme avant, nous nous mettons à rêver, à avoir des projets, à réécouter même nos chansons sous un autre ton. Nous sommes en train de revivre déjà un peu* », disait la rue grecque. Le nouveau gouvernement annonçait sa volonté d'arrêter le processus de privatisation du port du Pirée, celui de la compagnie nationale d'électricité (DEI) ainsi que des aéroports. C'est alors l'ensemble du programme de privatisation à la « troïkiste », qui se renverserait. L'État récupérerait 30% des actions de l'aéroport d'Athènes que les gouvernements du mémorandum avaient offert au TAIPED, le dit « Fonds en charge de la valorisation des biens publics en Grèce ».

Au soir même de l'accord conclu à l'Eurogroupe (20 février), durant les premières minutes de sa conférence (en

suite à la page 12

Les attentats djahdistes, comment nous en sommes arrivés là?

Freddy Guidé

Les USA et son bras armé, l'OTAN, principalement composé de pays européens dont la France, interviennent régulièrement au Moyen-Orient depuis une vingtaine d'années. La France protège ses intérêts en Centre Afrique en y envoyant ses forces armées. Sarkozy aidé de son ami Cameron ont bombardé la Libye pour renverser Kadhafi, devenu trop gênant. A la suite des attentats du 11 septembre 2001, W Bush ouvrait la prison de Guantánamo, un pénitencier militaire extraterritorial dans lequel tout est permis, et où sont essentiellement enfermés des musulmans. La plupart sont détenus sans chef d'accusation. Ils sont condamnés par la justice militaire, enfermés dans des conditions dégradantes et soumis à la torture. Une partie d'entre eux est accusée d'avoir ourdi les attentats du 11 septembre 2001 tandis que d'autres ont été capturés dans les différentes zones d'interventions militaires américaines. Malgré les promesses de fermeture d'Obama, la prison de Guantánamo est toujours là.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fourni un excellent alibi pour envahir l'Irak, et déboulonner Saddam Hussein qui après avoir aidé les USA était lui aussi devenu encombrant. Il fut capturé et promptement exécuté après un simulacre de procès. L'Irak était accusé de détenir des armes de destruction massive, accusation gratuite, prétexte à une intervention militaire. Certes, ces dictateurs étaient fort peu sympathiques mais avaient bien servis les intérêts occidentaux. Il fallait cependant redessiner la carte du Moyen-Orient selon

les nouveaux intérêts stratégiques étasuniens et israéliens. En Irak, les soldats américains ont torturés des hommes de manière odieuse tel qu'à la prison d'Abou Ghraib. Des images ont circulé dans le monde entier montrant des musulmans tenus en laisse et avilis sans aucune raison, des pratiques contraires aux Droits de l'Homme. Même chose en Centrafrique où les Français n'hésitent pas à soutenir des régimes peu recommandables. François Hollande à tenté à plusieurs reprises de renverser Bachar El Assad en Syrie mais en vain... Toutes ces interventions militaires ont un coût humain imposées aux populations même si on a tenté de nous faire croire qu'elles étaient épargnées grâce aux frappes chirurgicales...Dernièrement, à propos de la tuerie de Charlie-Hebdo, Michel Onfray déclarait, sur un plateau de télé, que *"la France et l'Europe en général menaient une politique étrangère résolument islamophobe. Depuis bientôt vingt ans, nous bombardons essentiellement des pays musulmans. Comment dès lors s'étonner de réactions aussi radicales que celles du mouvement Daesh ?"* Des propos que ne voulaient pas entendre les journalistes présents sur le plateau.

La naissance du mouvement radical Daesh est le produit toutes les incursions successives au sein des pays qui composent le Moyen-Orient. Le but poursuivi par Daesh et de former le grand califat du Moyen-Orient dirigé par le calife autoproclamé Abou Bark al-Baghdadi et mettre fin à la présence occidentale sur ce territoire. Le mouvement djihadiste ne mène pas une guerre conventionnelle et décide de procéder par une série de mesures de rétorsion en Occident et particulièrement en France, en Belgique et menace les USA...Et puis, il y a les médias occidentaux qui se révèlent comme autant d'organes de propagande. C'est tellement vrai que l'on a pu voir récemment le Président Hollande s'en prendre au journal "Le Figaro" et son journaliste qui ont osé publier une

interview du Président Bachar El Assad qu'il présente comme un abominable dictateur. Par contre certains autocrates centrafricains ne le dérangent absolument pas... Ah ! Cette presse occidentale si libre et que l'on brandit comme un garant de la démocratie, pour autant qu'elle soit aux ordres ! Hollande qui rêve, sans doute, de recréer la France du Levant se dresse contre ceux qui contrecarrent ses ambitions... Il a tenté a plusieurs reprises de coaliser les forces européennes pour renverser le Président syrien mais en vain. Il est tellement obsédé par cette idée qu'il refuse d'intervenir en Syrie pour combattre Daesh, sous prétexte de ne pas épauler Bachar El Assad.

Des vérités qui dérangent

Mais ce que les médias occidentaux taisent, c'est le réel soutien populaire dont bénéficie le Président syrien. Ce soutien populaire est dû à trois facteurs : une majorité de Syriens sont conscients que leur pays est la cible d'un complot visant à vassaliser la Syrie pour l'inclure dans le camp occidental-impérialiste et, par conséquent, la supprimer de toutes les équations régionales. Alors que ces quatre dernières décennies, la Syrie était au cœur de ces rapports de force et rien ne pouvait se faire au Moyen-Orient sans elle. Ces larges franges de la population sont attachées à l'indépendance politique de leur pays et sont prêtes à combattre pour la défendre. Cela explique que des milliers de jeunes gens se portent volontaires pour rejoindre les rangs de l'armée...

Les méthodes de l'Etat Islamique : punitions publiques, ablation des mains pour les voleurs, les décapitations, le fouet et autres joyeusetés, à juste titre, nous révoltent. Cependant ces procédés sont également monnaie courante en Arabie Saoudite où nous envoyons diverses missions économiques. Il s'agit d'entorses aux Droits de l'Homme dont nous gaussons à longueur de journée et que nous taisons volontairement... Le

business avant tout ! Et pour la cause, les femmes qui participent à ces missions ne se font pas prier pour revêtir le foulard, protocole oblige ! Quand le roi d'Arabie saoudite passe à trépas, nos représentants se précipitent pour assister aux funérailles. Mais surtout pas un mot concernant l'opposant condamné à recevoir mille coups de fouet et ces femmes emprisonnées pour avoir osé passer leur permis de conduire. Un peu de décence, voyons ! Nous sommes ici pour faire des affaires et ce pays n'est-il pas notre principal fournisseur de pétrole ?

Après le terrible attentat qui a décimé la rédaction de Charlie-Hebdo le 7 janvier 2015, la presse a noirci des pages entières avec l'avis de spécialistes qui ont répandu leur indignation et leurs solutions pour éradiquer ce nouveau phénomène. Pas une de ces belles âmes ne s'est interrogé sur notre rôle aux côtés des Etats-Unis au Moyen-Orient. Un ministre a proclamé que nous devons défendre nos valeurs. Quelles valeurs Monsieur le Ministre ? Celles qui consistent à transformer un évènement tragique en une vaste opération de communication politique voire en marketing commercial ? Celle qui consiste à acheter 40 avions américains F-35 pour 6 milliards d'euros et d'autres machines à massacrer des populations alors que les travailleurs de ce pays sont priés de faire ceinture ? Ou ces valeurs consistent-elles à envoyer nos troupes et nos bombardiers là où nos "amis américains" nous dictent d'aller ? Celles qui consistent à détourner le regard quand des populations entières se font massacrer sous nos yeux ? Ces valeurs qui consistent à laisser végéter une certaine jeunesse issus de parents venus collaborer à l'expansion de notre économie ? En défendant le droit des femmes mais en fermant les yeux sur les discriminations salariales entre les travailleuses et les travailleurs de chez nous ?

Une jeunesse désœuvrée et vulnérable

Le recrutement de candidats djihadistes en Europe est efficace en mettant le doigt là où l'état fait défaut. La radicalisation et le recrutement pour le djihad s'effectue principalement dans les

quartiers où se concentre une jeunesse d'origine immigrée en déshérence. Car, ces recruteurs ont bien compris que c'est là que se concentre principalement les rancœurs. Un jeune de Molenbeek témoigne dans la presse (prénom d'emprunt): *"Je suis Belge, je possède un diplôme d'ingénieur en informatique. Dernièrement, une société recrutait un informaticien. J'ai postulé et elle était intéressée. Quand j'ai déclaré à mon interlocuteur que j'habitais Molenbeek, il y eut un long silence. Ensuite, j'ai dit m'appeler Mourad, et comme par enchantement, l'emploi était indisponible. Ce type de situation se répète régulièrement. En rue, il m'arrive d'être contrôlé par la police deux fois sur la même journée alors que mes amis, belges de souche ne connaissent pas de contrôle. Les attentats chez Charlie-hebdo ? Oui... Mais quand l'armée israélienne bombarde une école à Gaza, et fait 200 victimes. Principalement des écoliers. Ils meurent dans l'indifférence totale de l'opinion. Ce ne sont que des arabes..."*. Ce témoignage résume à lui seul combien il est commode pour ces fascistes religieux de radicaliser des jeunes abandonnés à leur sort.

La Belgique n'avait pas connu un attentat aussi dramatique qu'à Paris ni la vague populaire qui avait fait bloc autour du Président de la république dont la cote de popularité était brusquement rehaussée. Nos pandores allaient sauver la mise. Le 15 janvier, une semaine après la tuerie de chez Charlie-hebdo, des perquisitions furent simultanément menées à Vilvorde,

Molenbeek et Verviers. C'est dans la cité lainière, qu'eut lieu une spectaculaire opération policière. Des suspects étaient rassemblés dans un appartement de la rue de la Coline, près de la gare. Selon les déclarations de la police, ces jeunes hommes étaient rassemblés en vue de préparer un attentat. Les valeureux robocops n'ont pas hésité une seconde, ils sont entrés dans l'immeuble sans crier gare et ont canardé l'appartement tuant au passage les deux principaux suspects. Puis, ils ont jetés des grenades incendiaires...Pourquoi ne pas les avoir arrêtés pour les cuisiner afin de savoir ce qu'ils mijotaient ? Heu chef ! On y a pas pensé...

Dans la seconde, les médias nous matraquaient à longueur de journée : *"à Verviers, un important attentat déjoué par la police"*...suivi de longs débats.

Quelques jours plus tard, l'armée était dans les rues, une vieille marotte chère à la droite. Aujourd'hui dans le "Soir", Denis Ducarme, le fils de l'autre, *"sent une forte adhésion de la population à la présence de militaires en rue"*. Comment sent-il ça lui ? Ces distractions militaires nous ont déjà coûté en un mois la bagatelle de deux millions d'euros, alors que le montant des pensions stagne depuis des années. Notons en passant que l'aide de l'armée pour épauler la police était une mesure qui figurait au programme du Ministre de l'intérieur. C'était l'occasion de la concrétiser. Et personne n'y trouvera à redire. Notre Charles Michel redorait son blason à bon compte car nous avions échappé au pire. Ouf, la Belgique était sauvée... ■

Un résistant nous a quitté

Le 1er février, René Deprez est mort à l'âge de 91 ans. Engagé dans les Partisans armés, il a 20 ans lorsqu'il est envoyé à Dachau en 1943, il y reste deux ans. Quand la guerre finit, il revient et s'engage activement dans une nouvelle lutte celle contre le retour de Léopold III.

Son souci de transmettre et de conserver la mémoire des luttes le pousse à entreprendre des études d'histoire à l'université de Liège. Ce même souci est à l'origine de son rôle dans la création, en collaboration avec Michel Hannotte et son frère Marcel Deprez, de l'Institut d'histoire ouvrière économique et sociale (IHOES) destiné à réunir toute documentation ayant un lien avec le monde du travail et ses luttes. Il est aussi un des fondateurs des "Territoires de la mémoire".

Il est toute sa vie un militant actif, par exemple lors de la grande grève de 60-61 à propos de laquelle il a écrit un livre qui reste une référence. Il a aussi milité au sein du parti communiste (qu'il quitte en 1968 dans le contexte de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie). Ainsi, nous pouvons dire que la vie de René Deprez fut une vie de permanente résistance. MF-D

L'empire dans son arrière-cour : Vénézuela et Argentine?

Thierry Pignolet*

Les États-Unis sont en perte d'hégémonie, en phase de déclin. Mais ils ne peuvent l'admettre. Bien au contraire, ils renforcent leurs interventions à travers le monde -et notamment en Amérique latine, leur « arrière-cour ». Les stratégies déstabilisatrices envers les gouvernements qui ne correspondent pas à leur vision du monde varient d'un pays à l'autre, défiant toute imagination et expérience politiques. Prenons deux cas emblématiques en cours actuellement, au Venezuela et en Argentine.

Venezuela

TeleSur l'a annoncé : Antonio Ledezma, maire de la ville de Caracas, capitale du Venezuela, a fait l'objet ce 19 février 2015 d'un ordre de capture du Procureur Général du Venezuela pour participation présumée dans une tentative de coup d'État. Le président Maduro a affirmé détenir de nombreuses et indubitables preuves incluant l'élimination physique de sa propre personne et mettant en évidence le soutien logistique et financier des États-Unis (avec l'aide du personnel de l'ambassade à Caracas) pour mener des bombardements sur des institutions gouvernementales et sur la chaîne de télévision TeleSur. La conspiration vient des États-Unis (notamment Miami), de Colombie (Bogotá), d'Espagne (Madrid), du Royaume-Uni : elle est internationale.

Il suffit de porter le regard sur niveau médiatique pour s'en convaincre. Ainsi, le New York Times (NYT) publie le 26 janvier un éditorial, « Le sieur Maduro en son labyrinthe » dévalorisant, ridiculisant et qualifiant Nicolás Maduro d'« erratique et despotique ». Le même jour voit poindre une autre attaque -cette fois depuis l'Espagne par le journal ABC- envers Diosdado Cabello, président de l'Assemblée Nationale du Venezuela et deuxième personnalité politique du pays.

L'accusation de narcotrafic, démunie de preuves et formellement démentie par l'accusé, est revendiquée par un certain Salazar, ancien officier de Chávez «retourné » par la *Drug Enforcement Administration* (DEA) américaine. Deux jours plus tard, le NYT met cette fois l'accent sur la faiblesse de l'économie et l'industrie vénézuéliennes, et en prédit la chute toute prochaine. Puis la presse américaine fait part d'une prétendue planification terroriste vénézuélienne sur le territoire US et, comme « le ridicule et le sublime sont si proches qu'on ne saurait les séparer » (Thomas Paine), culmine en annonçant une prochaine attaque nucléaire vénézuélienne sur la ville de New York !

Le côté économique est sans doute, pour le peuple vénézuélien, le plus sensible et le plus palpable, mais aussi le plus « efficace » à son égard. En effet, une guerre économique (et psychologique) bat son plein dans le pays depuis la mort de Chávez. La bourgeoisie nationale et internationale, en lien étroit avec les États-Unis, spéculent avec les devises (accès aux dollars de plus en plus difficile), organise sciemment l'accaparement, le sabotage ou la contrebande de biens de première nécessité. Cette méthodologie est très efficace car, secondée par la baisse des prix du pétrole mise en œuvre par l'Arabie Saoudite et les États-Unis pour diminuer les rentrées des pays « inamicaux » -et ainsi les déstabiliser- tels que l'Iran, la Russie, le Venezuela ; elle peut ainsi pousser la population à se révolter contre son gouvernement. Une stratégie similaire fut appliquée pour renverser le Chili d'Allende en 1973 : on détruit d'abord l'économie, on mécontente le peuple, on envoie les militaires, puis on installe des politiques à la solde des États-Unis (style Ukraine). Ainsi, le 10 décembre 2014, le Congrès des États-Unis a encore approuvé un train de sanctions économiques (que le Groupe des G77 + la Chine viennent de dénoncer) à l'encontre du Venezuela -pour une prétendue violation des droits

de l'homme durant les manifestations de l'opposition entre février et mai 2014.

Enfin, une autre tentacule du poulpe impérial est le puissant appui logistique et financier apporté aux groupes d'opposition et aux militaires « rebelles », à travers de fondations pour la « démocratie » (comme la *National Endowment for Democracy* -NED).

Nicolas Maduro, mais aussi le pouvoir judiciaire, ne cessent de dénoncer publiquement ces aides extérieures, ainsi que les tentatives de renversement avérées du gouvernement US. Le 12 février 2014 par exemple se mettait en marche la « *Operación Salida* » (« Opération Sortie » -comprenez : ... du régime actuel) destinée à renverser Maduro endéans les 120 jours, et qui s'est notamment traduite par des guarimbas (provocations et combats de rue) se soldant en dizaines de morts et centaines de blessés dans les mois qui suivirent. Une « *Operación Salida 2* », en démarrage d'une tentative similaire de coup d'État, vient donc aussi d'être démantelée et dénoncée publiquement par les autorités -avec accusations formelles portées envers le Gouvernement des États-Unis.

Enfin on apprend qu'un décret exécutif du Gouvernement des États-Unis datant du 9 mars 2015 considère le Venezuela comme « une menace extraordinaire et inhabituelle à la sécurité nationale et à la politique extérieure des États-Unis ». L'agression impériale était médiatique et économique ; à présent elle est aussi clairement politique -avec une perspective militaire.

Argentine

Penchons-nous à présent sur l'Argentine, avec l'affaire « AMIA-Nisman ». Celle-ci, complexe et de longue haleine, est difficile à résumer en quelques lignes sans faire l'impasse sur des acteurs ou des faits importants. Essayons tout de même.

Le 17 mars 1992, l'ambassade d'Israël à Buenos Aires fait l'objet d'un attentat se soldant par 29 morts et 242 blessés. Malgré de sérieux indices, des témoignages et des expertises indépendantes attestant d'une implosion (intérieure à l'ambassade donc), c'est la thèse d'une explosion extérieure et d'une voiture piégée qui est retenue. Le 18 juillet 1994, c'est au tour de l'Association Mutuelle Israélite Argentine (AMIA) de faire l'objet d'un attentat meurtrier, avec 85 morts et environ 300 blessés. Des dissimulations pareilles à celles exercées en 1992 visent l'Iran -après des pistes successivement syrienne, pakistanaise, israélienne (implosions). Les services secrets israéliens (dont le MOSSAD) et le FBI américain deviennent rapidement des acteurs majeurs dans l'enquête -qui connaît maints rebondissements et même des non-lieux. Ce qui est intéressant de remarquer, c'est qu'Israël ne porte pas plainte pour ces deux attentats, qui souffrent décidément de dissimulations et manipulations... trop visibles.

Après l'éloignement d'un juge d'instruction, c'est finalement un procureur, un certain Alberto Nisman, qui reste en charge du dossier. La piste iranienne reste avantagée et poussée par les 2 acteurs précités, avec l'arrestation en 2006 de 8 Iraniens. D'autre part, cette piste est consolidée par le kirchnerisme aux Nations Unies de 2008 à 2012 -en concertation avec les États-Unis et Israël. A partir de 2013 commence un changement de politique du kirchnerisme vis-à-vis de l'Iran. Les deux États signent un memorandum d'entente -auquel s'oppose bien entendu Israël. Mais justement à ce moment, les États-Unis cherchent un rapprochement similaire avec l'État perse, occupés avec le retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan. Simple coïncidence, certainement.

La baisse des prix des matières premières sur le marché international, le paiement d'une dette importante au Club de Paris, l'indemnisation de l'entreprise espagnole REPSOL suite à la nationalisation du pétrole, une sentence de la Cour Suprême des États-Unis favorable aux réclamations des fonds voutours, sont quelques facteurs qui contribuent à la mise en difficultés de l'économie argentine depuis 2013. Dès

lors le gouvernement argentin se voit obligé de se tourner vers des marchés économiques et financiers parallèles, notamment ceux de la Russie et de la Chine. Imaginons le contentement des puissances occidentales...

Le 15 janvier 2015, coup de théâtre. Le procureur Nisman, qui veut réactiver le dossier AMIA dans la piste iranienne, accuse Cristina Kirchner de couvrir ce dossier -sans aucun soutien de l'appareil judiciaire, sans preuve réelle, sur base de présomptions non vérifiées. L'accusation est immédiatement qualifiée par la mandataire de « haineuse, infamante et calomnieuse ». Selon plusieurs secteurs de la société civile argentine, ce gouvernement serait en effet celui qui aurait le plus fait pour éclaircir les attentats terroristes de l'ambassade et de l'AMIA. Il s'agirait, ni plus ni moins, que d'une recherche désespérée des secteurs réactionnaires de la société argentine pour nuire à la mandataire, l'isoler et, si possible, l'éliminer. « *Maintenant* -a dit le président équatorien Correa qui a apporté son soutien à Cristina-, *il n'y a plus de coup d'État militaire [tentative actuelle au Venezuela], il n'y a plus de coup d'État législatif [cas du Paraguay et du président Lulo], il y a des coups d'État judiciaires* ».

En fait, il suffit de se pencher un peu sur le personnage de Nisman pour se convaincre des réelles trames au-dessous de ces « enquêtes ». Pour cela, il faut aussi connaître un autre personnage, Stiusso, directeur-général des opérations des services secrets argentins de 1972 à décembre 2014 -date à laquelle la présidente a décidé de dissoudre la *Secretaria de Inteligencia* dont Stiusso était le chef. Il est établi que Stiusso était le chef intellectuel de Nisman : le gouvernement l'accuse d'ailleurs d'être l'auteur intellectuel de l'accusation contre la présidente. Il est établi aussi que ces deux personnages étaient étroitement liés avec la CIA, l'ambassade américaine à Buenos Aires et le MOSSAD israélien. C'est le journaliste Santiago O'Donnell, auteur de l'« *Argenleaks* », qui dévoila de manière indubitable, via Wikileaks, ces liens étroits.

Le 18 janvier 2015, le procureur Nisman est retrouvé mort dans sa baignoire,

d'une balle dans la tête -soit 3 jours après son accusation envers la mandataire, et quelques heures avant de formuler formellement sa dénonciation devant la Chambre des Représentants. Les causes de la mort sont considérées comme douteuses. Les secteurs de droite prétendent que le gouvernement est derrière l'assassinat de Nisman, tandis que le gouvernement oscille entre la version du suicide (forcé ?) ou celle d'un crime commandité par Stiusso... qui est en fuite depuis lors ! N'oublions pas, d'autre part, qu'Israël n'a aucun intérêt à voir rouvrir ce dossier qui pourrait déboucher sur la conclusion qu'il s'agit bien de terrorisme d'État... mais pas de l'Iran !

Une marche fut mise sur pied le 18 février 2015 par un groupe de procureurs, en « hommage à Nisman ». Cette marche fut l'occasion de voir « *rassemblés un tas d'opportunistes politiques d'opposition, qui jamais ne défendirent de leur vie un quelconque droit humain* », comme a dit Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix 1980. La marche avait aussi pour but de promouvoir un transfert du dossier des attentats de l'ambassade israélienne et AMIA vers un tribunal international sous l'égide des États-Unis ou de l'OEA -ce qui donnerait évidemment encore plus de force à la CIA et au MOSSAD pour contrôler l'affaire AMIA.

Beaucoup de choses restent nébuleuses dans cette affaire. Il est nécessaire que la justice suive son cours, « *que s'accomplissent les lois, toutes, sans chicanes ni précautions comme il est d'usage de disposer au profit des puissants, qu'ils soient des personnes ou des groupes industriels* » -a dénoncé un groupe d'écrivains et intellectuels après la marche du 18F.

Mais ce qui n'est généralement pas nébuleux par contre, c'est l'action et l'influence permanentes de l'Empire dans son arrière-cour afin de récupérer son pouvoir en Amérique latine -appliquant des stratégies différentes pour chaque pays. Comme a dit le Che, "*No se puede confiar en el imperialismo pero ni tantito así, nada*" : « On ne peut avoir confiance en l'impérialisme, même un petit peu -rien ! ». ■

* Analyste politique

suite de la page 7, "Grèce 2015, SYRIZA..."

grec), Yanis Varoufákis perdait un peu ses... mots, « *c'est de la fatigue* », a-t-il expliqué depuis Bruxelles. « *La Grèce tourne la page, nous sommes les coauteurs des pages suivantes concernant les réformes* », affirme depuis, dans un communiqué officiel le gouvernement grec. Pour une partie de la rue grecque, et autant pour une partie des élus SYRIZA, la réalité officielle... fait déjà dans la langue de bois. La page est certes tournée, le chapitre est hésitant... cependant, le livre de l'austérité ne change pas. À commencer par Manólis Glézos. L'homme qui avait ôté le drapeau de l'Allemagne nazie de l'Acropole en 1941 s'estime déjà trahi par le gouvernement grec. Il appelle à refuser le compromis et demande aux militants de décider.

Par son texte très virulent, dont on trouvera la traduction en français sur le site okeanews.fr, Manólis Glézos souligne que « *changer le nom de la troïka en « institutions »*, celui du mémorandum en « *accord* » et celui des créanciers en « *partenaires* », ne change en rien la situation antérieure. *Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets. Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte. Dommage et encore dommage. Entre l'opresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté* », indique le député européen qui appelle les militants et sympathisants de SYRIZA « *à décider s'ils acceptent cette décision. Je demande au peuple grec de me pardonner d'avoir contribué à l'illusion des promesses de*

SYRIZA ».

Entre purisme et réalisme : la gauche face à la difficulté des choix

Le texte de Manólis Glézos a eu l'effet d'une bombe. Les positionnements allant dans son sens se multiplient chez SYRIZA, tandis que les autres partis de la gauche, le PC (KKE), le parti ANTARSYA, ainsi que des mouvements issus des terrains de lutte, organisent leurs premières manifestations anti-mémorandum à Athènes fin février. Depuis Bruxelles, on a peut-être trop vite parlé. « *Cet accord met fin à la période d'incertitude pour la Grèce. Un accord était possible si tout le monde avait une approche raisonnable. Il fallait faire preuve de logique, pas d'idéologie. L'accord trouvé est équilibré* », a jugé Pierre Moscovici, commissaire socialiste européen à l'économie. « *Équilibré* » chez lui, veut dire attaché aux logiques libérales, à une logique idéologique que Pierre Moscovici préfère ne pas évoquer.

Le délai imposé de quatre mois est à la fois bien court pour Tsipras et si long pour les attentes populaires. En réalité, la Grèce... « *Tsipriote* » a acheté cher un peu de temps. Le problème est de mettre ce temps à... perte et surtout à profit pour réellement changer de cap. Le fera-t-elle ? Ensuite, tout sera mis en œuvre par les oligarques d'Athènes et par les... Proconsuls des... « *Institutions* » pour affaiblir le gouvernement SYRIZA/ANEL et cela, jusqu'à sa chute... si besoin et si possible. Fin février, et voilà que Stávros Theodorakis, chef du parti de la « *Rivière* », fréquemment (si bien) reçu par le social-démocrate allemand et président du Parlement européen Martin Schulz, a ainsi repris le chemin de

l'Europe pour des pourparlers avec les politiques de l'UE

Le système de la Troïka prépare - à notre avis - la relève, ou, le cas échéant, la... paralysie finale de SYRIZA. Ainsi, lorsque, une partie de SYRIZA/ANEL se refuserait d'accorder son soutien au gouvernement, lors de certains votes au Parlement par exemple, c'est alors la Rivière qui s'en chargera, en accord très vraisemblablement avec la Nouvelle démocratie et du PASOK. Adonis Georgiádis, élu Nouvelle démocratie issu de l'extrême-droite et ancien (et funeste) ministre de la Santé, a déclaré non sans ironie : « *J'ai toujours voté à l'Assemblée en faveur du mémorandum, et cela depuis le début. Donc, je voterai OUI à ce nouveau mémorandum SYRIZA.* »

Le temps est certainement compté, mais alors dans quel sens ? Cette exemplarité tragique de SYRIZA, à mi-chemin entre la victoire et la défaite, cela, à moins d'un mois après le scrutin, doit faire réfléchir au sein de l'ensemble de la Gauche dans les pays de l'UE et plus particulièrement, dans ceux de la zone Euro. « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* », affirme notamment Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne (dans un entretien au Figaro daté du 29 janvier). Par contre, pour cet honorable monsieur, il semble qu'il peut y avoir des choix européens contre les volontés des électeurs. ■

* Auteur de "La Grèce Fantôme" (Fayard - 2013) ; créateur du site www.greekcrisis.fr et www.greece-terra-incognita.com

suite de la page 6, Droit de grève contre « *droit au travail* »

les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non. Cela a un autre corollaire. Si les organisations syndicales, à travers leurs instances de décision internes, arrivent à la décision de faire grève, cela engage aussi tous les travailleurs du pays. Certains trouveront excessive cette représentativité des syndicats. Mais une chose est sûre : on ne peut pas prendre les avantages (profiter des acquis du syndicalisme) sans en payer le prix (se

voir imposer la décision de la majorité des affiliés en cas de décision de grève). Dans les pays où les syndicats ne sont pas représentatifs de tous les travailleurs, les avantages accordés par les conventions collectives (indexation, treizième mois, crédit-temps, barèmes minima, ...) ne valent aussi que pour les travailleurs syndiqués. Car ce qui se lit à travers les expressions de colère anti-grève généreusement relayées par les médias, c'est une réflexion à sens unique : « *face je gagne, pile tu perds* ». Pour l'individu qui décide de travailler un

jour de grève, il profitera comme les autres des avancées en cas de succès de la grève et il n'aura rien perdu en cas d'échec. De même pour le petit commerçant qui prétendrait, dans une rue marchande où tous les concurrents auront fermé, être le seul à rester ouvert et profiter de l'effet d'aubaine. Ceux qui voudront peser sur le débat syndical interne en faveur ou non de la grève n'auront qu'à s'affilier et militer dans l'organisation syndicale qu'ils auront choisie. ■

* Secrétaire permanent CNE

Les réfugiés juifs au camp de Marchin

Jean-Pierre Callens

Ce sont nos déportés honteux dont on ne parle guère et pourtant ils sont des milliers à avoir été enfermés dans des camps en Belgique dès la fin de 1938 parce qu'ils étaient juifs. Marchin fait partie de ces camps¹, appelés curieusement centres d'hébergement puis d'internement pour étrangers. Voilà 75 ans qu'un long silence plane sur le château du Fourneau. Aucune trace, aucun signe n'atteste de leur existence. N'est-il pas temps alors de réparer cet oubli, de leur donner un visage, de leur rendre la parole? Tel est l'objectif du livre à paraître « Ça s'est passé près de chez nous. Les Réfugiés juifs au camp de Marchin 2 »

Si la création des centres d'hébergement témoigne au départ d'une volonté d'humaniser le sort réservé aux réfugiés juifs qui affluent en Belgique à partir de 1938 victimes de la répression nazie, force est de constater que, dès janvier 1940, la politique gouvernementale va entraîner la criminalisation de ces réfugiés qui ne sont ni des repris de justice ni des individus jugés dangereux. La transformation des centres d'hébergement en centres d'internement a des conséquences qui se révéleront très dommageables aux internés. Dès mars 1940, ils se voient interdits de sortir, d'obtenir un congé et sont désormais coupés de l'extérieur. Ils doivent abandonner toute illusion quant à un regroupement familial vu le refus du ministère de la Justice d'accorder des visa et renoncer à se marier puisque la commune de Marchin s'obstine à ne pas vouloir célébrer.

De plus, ils sont fichés dans le registre communal des étrangers, à la Sûreté publique et dans les camps. Mines de données dont ne se priveront pas les nazis dans leur chasse aux Juifs résidant en Belgique. La collaboration entre

l'administration communale et les nazis entraînera, dès 1942 la mort de 88 Juifs. Ainsi, le camp de Marchin constituera la première étape d'une route qui, pour beaucoup, conduit à Auschwitz ; il illustre également la précipitation avec laquelle la Belgique aborda l'afflux de réfugiés puisque son histoire ressemble à une course à l'aménagement des bâtiments au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux venus. Dès le départ, les réfugiés participent à la remise en état du domaine. Ils confirment ainsi que le régime du centre est calqué sur celui d'une colonie. Ceci explique le souci de la direction d'occuper les réfugiés et de leur éviter le désœuvrement, source de tous les problèmes dans l'univers du camp. Les internés veilleront donc à l'entretien du centre ; ils développeront ensuite un projet agricole - dit de Bodländer - visant à satisfaire les besoins alimentaires de la communauté internée. Mais, dès avril 1940, on constate que le travail généré par le centre ne peut plus occuper les nouveaux arrivants et la direction ouvre des ateliers et propose une main d'œuvre bon marché à des entreprises locales.

La population des réfugiés est presque exclusivement germanophone, il s'agit de ressortissants nés dans l'empire allemand ou austro-hongrois. Ces Juifs ont fui les exactions dont ils sont victimes au fur et à mesure que le pouvoir nazi les exclut de la société du Reich et des territoires annexés. Cette population est constituée d'hommes seuls dont près de 50 % sont mariés, divorcés ou veufs. Ils sont en route pour rejoindre des membres de leur famille qui les ont précédés ; mais le plus souvent ils sont partis les premiers, en éclaireurs, dans l'idée de faire venir leurs familles. Le refus d'accorder le moindre visa ruine l'espoir de tout regroupement familial. Une grande partie d'entre eux projette d'émigrer et n'envisage qu'un séjour provisoire en Belgique. Bien peu réaliseront leur rêve. En plus, les conditions très strictes imposées par les États-Unis aux candidats émigrés faisaient cette alternative quasi inatteignable. Les fiches médicales des réfugiés révèlent que ceux-ci arrivent pour la plupart dans un

état physique et moral peu brillant ; peu à peu leur état s'améliore, beaucoup de réfugiés reprennent du poids, certains recouvrent une certaine santé psychique en s'adonnant au travail, mais l'évolution de la situation internationale rend les internés de plus en plus inquiets et nerveux. Les évasions de la fin avril 40 sont à cet égard révélatrices, de même que les mesures prises par la direction quant à l'interdiction d'avoir sur soi de l'argent liquide et le renforcement des clôtures du camp.

Si le ministère de la Justice, la Sûreté publique et la commune de Marchin se montrent très intransigeants et inhumains à plusieurs égards, il apparaît que la direction du centre cherche à accélérer l'aménagement du camp et à améliorer les conditions de vie des réfugiés. Elle défendra notamment le projet Bodländer un plan d'organisation du travail et de gratifications dans l'intérêt des internés. Elle appuiera les demandes de mariages des internés et les demandes de visa des épouses des internés afin de favoriser le regroupement familial.

L'évacuation des internés et leur exode vers les routes du nord de la France semblent avoir rapproché les réfugiés et leurs gardiens ; ils ont vécu ensemble des semaines bien éprouvantes. L'exécution de trois réfugiés le 14 mai 40, fusillés à Namur par l'armée belge qui les avait pris pour des parachutistes allemands déguisés en civil marque les esprits. Deux-cents septante deux réfugiés ont transité par le camp de Marchin de septembre 1939 au 10 mai 40, cent quinze d'entre eux seront déportés vers Auschwitz-Birkenau.

* *Professeur de français*

1 Il s'agit des camps de Merksplas, Wortel, Eksaarde, Nivelles et Marquain qui internent les hommes, celui de Saint-André-lez-Bruges les femmes et celui de Marneffe les familles.

2 Parution prévue pour février-mars 2015. Si intéressé, s'adresser à jeanpierre.callens@gmail.com

suite de la page 3, "L'Invité"

compris par exemple la banque suisse. Peut-on dire que ces institutions se moralisent ?

F.L.- De ce que j'ai pu constater et de ce que mes anciens collègues me disent aujourd'hui, les mécanismes qui étaient et sont mis en place sont pour l'essentiel entièrement légaux. Il ne s'agit pas de fraude fiscale mais d'évasion fiscale. C'est bien là où le bât blesse. Les banques privées, en tout cas celles dont ce n'est pas la première activité, comme les Crédit Agricole, les BNP qui sont avant tout ce qu'on dénomme des banques de détail, ont par ailleurs une peur bleue de ce qu'elles appellent le risque de notoriété. Pas de vague, pas de client douteux, si possible pas d'hommes politiques.

Aujourd'hui en Suisse, tout qui n'a pas un compte régularisé, c'est-à-dire déclaré à son administration fiscale nationale est prié de plier bagage. Je pense qu'en la matière les choses sont bel et bien en train de changer. Mais les banques et les clients privés ne sont que la partie visible du problème que constitue l'évasion fiscale. Les principaux coupables sont les multinationales à vocation industrielle et commerciale qui utilisent ces mêmes paradis. Selon le dernier rapport de la CNUCED, sur les investissements directs provenant de l'étranger, ceux provenant de paradis fiscaux comme la Barbade, les îles Cayman, Vanuatu,... représentent une part de plus en plus importante du financement d'économies plus officielles. Ils sont à l'origine de 30% des investissements étrangers dans des pays comme le Brésil, le Chili, Hong Kong, la Russie. Les investissements provenant de pays comme le Luxembourg ou la Suisse faits aux Etats Unis sont passés de 2000 à 2010 de respectivement 58 milliards \$ et 64 milliards \$ à 181 milliards \$ et 192 milliards \$ se classant ainsi à seulement quelques milliards de \$ du Japon (257 bn \$), de l'Allemagne (212 bn \$), du Canada (206 bn\$) et de la France (184 bn\$).

Les Pays Bas, connus pour les avantages de leurs BV (Bedrijfsvennootschap), y investissent 217 bn \$ et la Grande Bretagne, certes partenaire économique privilégié des Etats Unis, mais aussi célèbre pour ses centres offshore de

Jersey, Guernesey, Isle of Man y investit pas moins de 432 bn \$.

Le principal outil utilisé par les sociétés multinationales pour diminuer leur taux d'impôt global est le prix de transfert. Ce mécanisme consiste à faire transiter par une juridiction fiscale tierce la vente d'un produit ou d'un service. Au lieu de facturer directement le pays où le bien va être consommé, on le facture dans une étape intermédiaire à une société qui est située dans un paradis fiscal pour le refacturer ensuite au pays de destination finale, logeant ainsi l'essentiel de la marge là où l'impôt est le plus faible. Ainsi, selon le Bureau of Labor Statistics, les échanges internes de biens entre filiales d'une même firme représentaient près de la moitié du commerce mondial.

Le DR.- *Quelles conclusions politiques tires-tu de ces questions ? Comment crois-tu que l'on pourrait associer la nécessaire solidarité avec la Grèce avec la dénonciation de la puissance de la finance dans l'ordre mondial et les nouveaux instruments qui s'annoncent pour renforcer encore cette puissance ?*

F.L.- Il faudrait poser la question à Jacques Attali.. Plus sérieusement, je tire comme conclusion qu'il n'y a pas de volonté politique pour s'opposer au grand capital. Pire que ça, que l'État ou en tout cas ses dirigeants et les grandes multinationales sont les revers de la même pièce. Il existe tant de passerelles entre ces deux mondes, en fait les gens qu'ont y retrouvent sont les mêmes. Par le processus des « revolving doors »

comme le disent les Américains ou du pantouflage comme le disent les Français, ces mêmes personnes passent d'un monde à l'autre par la simple signature de leurs pairs sur un bout de papier. Pour ceux qui gravissent les échelons et qui ne sont pas de ce monde à l'origine, l'attraction du pouvoir et de l'argent est bien souvent trop fort et les intérêts de ces éventuels nouveaux arrivants deviennent vite trop importants pour penser et encore moins agir différemment.

Thierry Philipponnat et Christian Chavagneux ont bien décrit ce processus dans leur dernier ouvrage « La capture ». J'ai une vision assez sombre de ce qui est en train de se passer. Je pense qu'il ne s'agit pas que de la finance, je crois que le système capitaliste ultra libéralisé et financiarisé est en train de trouver ses ultimes limites et que pour se réinventer il peut être prêt à commettre l'irréparable. Les tensions géopolitiques sont plus que fortes. Nous pouvons néanmoins encore désamorcer cette guerre en préparation. En détournant l'attention concentrée sur la Grèce, en désobéissant à notre tour, en faisant chuter ce gouvernement, en nous opposant au TTIP (accord de libre échange entre les US et l'UE), en signifiant notre mépris aux institutions européennes, en dénonçant la guerre en Ukraine. Désobéir devenant ainsi œuvre de solidarité et de paix. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Union européenne : la leçon de l'Islande

Avec une population environ trois fois moindre que celle de Bruxelles, ce petit pays de l'Europe de Nord continue sa pédagogie en politique économique. Brutalisé comme d'autres par les effets de la crise de sub-primes exportés par le système financier américain, l'Islande opta pour une réponse bien originale. Il commence par refuser de renflouer les banques en difficulté et les nationalise sans reconnaître aucune obligation envers les détenteurs d'obligations et autres créanciers, dont la plupart étaient des banques anglaises et hollandaises. Ensuite, après des longs débats dans le pays, il envoie chez le juge les responsables de banques et du gouvernement. C'est ainsi que pour la première fois dans l'histoire européenne un ancien Premier ministre s'est vu traîner devant les tribunaux. Enfin, ce 12 mars le Ministre des affaires étrangères informait l'Union européenne que son pays ne souhaitait plus faire partie. « Les intérêts de l'Islande seront mieux assurés à l'extérieur de l'UE » fut sa sobre explication. En effet, avec une croissance en moyenne deux fois plus importante que celle de l'Europe et un taux de chômage de moins de 3 % on est tenté de le comprendre. VC

Le film "Die Andere Heimat" d'Edgard Reitz

Arnold Schneider

En 2013, ce fut l'événement cinématographique à la Mostra de Venise. Chef-d'œuvre rarement égalé au cinéma ; pourtant peu de salles de cinéma ont mis ce film à l'affiche. Peut-être est-ce dû à la longueur (3h50) qui a découragé plus d'un programmeur. Edgar Reitz, né en 1932 en Allemagne, est un auteur réalisateur célèbre pour ses films sur la vie contemporaine de ses concitoyens dans le Hunsrück (région située entre la Moselle au nord-ouest, le Rhin au nord-est, la Nahe au sud-est et la Sarre au sud). Le Hunsrück est le prolongement de l'Eifel par-delà de la Moselle (rive droite), ainsi que le prolongement des Taunus par-delà le Rhin (rive gauche). La région vient pratiquement mourir près des frontières française et luxembourgeoise.

Sa trilogie Heimat (1973-2006) embrasse l'histoire politique, sociale et culturelle de son pays au XXe siècle, racontée à travers celle de la famille Simon, originaire d'un village fictif, Schabbach. Une œuvre monumentale, unique dans l'histoire du cinéma. Internationalement reconnue, elle a été saluée par les spectateurs allemands pour sa puissance narrative, la pertinence de ses analyses historiques, la sensibilité de ses portraits. Stanley Kubrick lui-même confiait son admiration pour cette trilogie.

Die Andere Heimat (2013) constitue un retour aux sources, une chronique originelle de la famille Simon. C'est un récit fondateur, dont les personnages enracinent l'immense arbre généalogique déployé à travers la trilogie. Le film d'Edgar Reitz s'appuie sur la réalité historique de la vague d'immigration massive survenue en Allemagne au milieu du XIXe siècle. Les causes de celle-ci ont été analysées par les historiens en termes politiques et socio-économiques. En 1842, le village de Schabbach subit de plein fouet la misère et la faim. De mauvaises récoltes se succèdent. L'Église et les seigneurs locaux maintiennent les paysans et les artisans dans un état de soumission matérielle et culturelle. À la même époque, l'empereur du Brésil



envoie des recruteurs de main d'œuvre en Allemagne, particulièrement dans les régions où les petits fermiers exerçaient, pour survivre, des métiers artisanaux. Beaucoup d'entre eux ne résistent pas à la tentation de quitter leurs villages, croyant trouver en Amérique une terre d'accueil. Et le cinéaste introduit, dans son film, un élément jusqu'ici insuffisamment éclairé.

Depuis 1810, en effet, la Prusse, dont les frontières englobaient le Hunsrück, avait instauré la scolarité obligatoire. L'alphabétisation progressa tellement dans les régions rurales que l'on vit apparaître une génération nouvelle pour laquelle la lecture fut un instrument d'émancipation des croyances traditionnelles, la découverte du monde et de la liberté de pensée. Ces événements correspondent, en littérature, à l'épanouissement du romantisme.

La famille Simon cristallise la confrontation entre le monde rural traditionnel et la naissance d'une vision moderne du monde. Deux personnages incarnent cette opposition : Johann le père de famille qui est fermier et forgeron, Jakob Simon le fils cadet, un beau personnage de rêveur éveillé qui dévore les livres de la littérature de voyage et étudie les langues des Indiens d'Amazonie. Le retour de son frère Gustav du service militaire dans l'armée prussienne vient bouleverser leurs

rapports, en durcir les contours, dénoncer la fragilité des rêves de Jakob. Le rythme du récit, au fil des saisons, pourrait faire songer à Symphonie paysanne d'Henri Storck, par la beauté classique des paysages, la description des travaux de la ferme et de la forge.

Mais on y trouve, au-delà de la justesse des portraits, les ferments d'une utopie, l'espérance d'une société meilleure. Le jeu des acteurs est porté par la conviction d'Edgar Reitz qu'avant de tourner un tel récit épique, il s'agissait de s'imprégner de la vie toute entière des personnages, par le biais de biographies fictives. Le village de "Schabbach" a été entièrement reconstitué, transformé en un décor de cinéma. Et les moindres détails des traditions villageoises et des savoir-faire artisanaux, les outils et les costumes, ont fait l'objet d'un remarquable travail d'ethnologue. Die Andere Heimat est un chef-d'œuvre qu'il faut saluer au-delà des frontières qui séparent le film historique du documentaire. Un film d'une absolue modernité. ■

* L'asbl Big Brol, le Progrès et la Maison de la Laïcité de Fontaine-l'Évêque organisent la projection de "Die Andere Heimat" les 24 et 25 avril à la la Maison de la Laïcité de Fontaine-l'Évêque (Ancienne Maison communale de Leernes) Place Degauque, 1 - Leernes Renseignements - Réservation : Portable : 0497 535 034 mail : guidf7@gmail.com

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultralibérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous les cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage!**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit!

Sommaire

L'INVITÉ DU DR
"Désobéir devient oeuvre de solidarité et de paix"

François Licoppe p.2

SOCIAL
Classes chômeuses, classes dangereuses!

Thierry Verhoeven p.4

SOCIAL
Prépensionnés: le coup de couteau dans le dos

Freddy Visconti p.5

SOCIAL
Droit de grève contre "droit au travail"

Martin Willems p.6

INTERNATIONAL
Grèce 2015 : SYRIZA, l'espoir impossible?

Panagiotis Grigoriou p.7

ACTUALITE
Les attentats djihadistes

Freddy Guidé p.8

INTERNATIONAL
L'empire dans son arrière-cour : Vénézuëla et Argentine

Thierry Pignolet 10

HISTOIRE
Les réfugiés juifs au camp de Marchin

Jean-Pierre Callens p.13

CINEMA
"Die Andere Heimat"

RArnold Scheinder p.15

Où trouver le DR?

La Louvière : Club Achille Chavée, 34 rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, Place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Joli Mai**, 29 av. Paul Dejaer, 1060 Saint-Gilles • **Librairie New Livourne**, 33 rue Potaerdenberg, 1070 Anderlecht



Journal du Parti Communiste

Editeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter?

dr@particommuniste.be

Adresse : 4, Rouppe • 1000 Bruxelles
tél : 0477 23 70 58 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €
 Abonnement de soutien : 25 €
 Abonnement de grand soutien : 50 €
 Chômeurs, étudiants : 8 €

Nouveau Compte en banque :
IBAN BE99 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !